

LE MOUTON LIBÉRÉ



Numéro 0012

Édition du 19 avril 2019



Sommaire

À la Une : Escalade de la violence	P.2-4
Communiqué de l'Observatoire	
Toulousain des pratiques policières	P.5
Dossier : Presse et objectivité	P.6-9
Le Zoom	P.10
Quartier Libre	P.11
Pause café	P.12



WALLTWEET

#Macron propose la suppression de l'#ENA Pour répondre aux demandes des #GiletsJaunes !!Donc grâce à ça le pouvoir d'achat va augmenter ?

@jmAlric11 23:18 - 17 avr. 2019

Un rapport de l'Observatoire des Pratiques Policières à #Toulouse vient d'être publié, accablant pour la #police mais surtout pour #Macron. Tout est fait pour terrifier les manifestants et les décourager de manifester

@GerardDupin 23:08 - 17 avr. 2019

Une escalade de violence

Rappel

Depuis les grandes manifestations des Gilets Jaunes, le gouvernement parle de moins en moins des revendications citoyennes et se focalise sur les dégâts matériels, à Paris notamment, l'acte XVIII ayant provoqué le saccage des Champs-Élysées, le 16/03.

Aujourd'hui, il se tait et la presse ordinaire, télé comme radios, ne cesse de vanter le calme après la tempête. Quel calme ? Le silence, le mensonge ou la terreur et l'indifférence que distillent les élus ? On a entendu, dans plusieurs émissions qui se veulent sérieuses comme sur la 5, des explications métaphoriques du style : le gouvernement se replie sous sa carapace telle une tortue ou, comme au temps du Far-West (métaphore intéressante : serait-on revenu au temps des règlements de compte à OK Corral?), tel un convoi de diligences, il se met en cercle pour se protéger, et autres inepties afin de s'attarder sur la fragilisation du pouvoir du gouvernement.

Jamais sur celle de la population ! On insiste sur les dommages matériels ; à aucun moment, les élus n'ont montré, depuis le début, le moindre signe de compassion envers les manifestants agressés, blessés, mutilés, incidents terribles qu'ils ne déplorent même pas.

Jusqu'à mettre en danger les intervenants qui apportent aide et soins aux victimes comme les Street-Médic. Acte 21, à Bordeaux, le 06/04, on a confisqué leur matériel de protection, leur t-shirt, on a mis plusieurs d'entre eux en garde à vue. Les manif continuent mais on leurs barre les rues ; comme à Paris, le 30 /03, ou le 06/04 un peu partout : on les coince, les pourchasse, les disperse. On multiplie les contrôles, les arrestations et les gardes à vue sans motif valable.

Il faut rappeler que pour M Castaner : « Il n'y a pas de violence policière » (?) tant il a pour but de réduire à néant ce mouvement spontanéiste et



a accordé tout pouvoir aux forces de l'ordre et cette dernière d'agir parfois contre les limites imposées par loi, en toute impunité par des initiatives personnelles gratuites ou arbitraires, en tous cas aveugles.

Exemples

A tel point que Rémy Busine, journaliste pour Brut qui filme les manifestations pendant des heures, s'est fait

matraquer pour avoir filmé un policier en train de plier et mettre des maillots du PSG dans un sac après le saccage de la boutique, liberté de la presse bafouée. Busine n'a jamais dit que le policier était en train de voler. L'IGPN a été saisi et rapidement a conclu d'ailleurs que le policier n'était pas en train de voler mais de protéger ces maillots qu'il aurait restitués...

On ne savait pas, en plus de leur

mission, que les FO devaient mettre les articles de toutes les boutiques parisienne dans leur sac pour éviter le pillage (!)... Où étaient d'ailleurs les FO afin de protéger les magasins et arrêter les Black Blocs, ces professionnels de la casse ? Trop occupées à poursuivre les GJ pacifistes ?!

Mais rien de ce que font les policiers de choquant ne doit être connu ni diffusé.

Jusqu'au mensonge ! A Toulouse, des policiers s'en sont pris aux handicapés en chaise roulante, soutenus par les GJ, qui manifestaient afin de réclamer plus de logements aménagés. Le 5 janvier, à Toulon, le commandant Didier Andrieux a bien frappé plusieurs fois des manifestants au mépris des règles de maintien de l'ordre. Il s'est également avéré exact, filmé par une caméra de FR3, que finalement la retraitée de Nice, Geneviève, a bien été renversée par un policier le 23/03 mais personne n'a le droit de l'approcher, à l'hôpital, pour l'interviewer et le procureur avait d'abord refusé d'ouvrir une enquête. Notons aussi le témoignage émouvant et instructif de Marion, La bretonne, GJ pacifiste, concernant son interpellation violente le 16/03, à Paris.

On a matraqué dans une petite rue de Besançon, le 30/03, un inoffensif GJ et bien d'autres ailleurs. Comme ces enseignants gazés devant le rectorat de Toulouse où ils ne gênaient nullement.



A Toulouse, le 13 avril, acte 22, on a assisté à un gazage massif des manifestants sans précédent !

Puisque M Castaner se targue d'avoir désormais réglé soi-disant le problème de la violence dans la rue, comment expliquer cette escalade de violence ?

Les média parlent d'une banalisation de la violence chez les GJ ??? En fait, on ne parle plus beaucoup des manifestations des GJ pour les confiner aux rues sans intérêt et les empêcher d'avancer quand elles ne sont pas prises dans des souricières, les fameuses nasses, en théorie interdites.

Les GJ ont peur de cette violence et la subissent ; pourtant ils continuent.

Mensonges

Le gouvernement fait tout pour dissuader les GJ de poursuivre en le masquant ; c'est cet état de terreur, qui se perpétue et qui règne dans les rues, la vraie banalisation de la violence ! Les FO violentent mais le gouvernement le nie et l'encourage, l'esquive car il fait croire à une riposte légitime. Même quand il n'y a pas lieu de riposter ! Même quand il n'y a aucune casse !

Tout comme la presse grand public occulte le tout ! Par exemple, elle évoque très rarement, pour être pacifistes, des nombreuses manif des enseignants ou de la fonction publique passées à la trappe.

On essaie de faire croire que la vio-

lence n'est que du côté de ceux qui revendentiquent alors même qu'elle est co-orchestrée et aggravée par le gouvernement. S'il n'y a pas violence, le gouvernement qui se plaint de la violence de la part des citoyens, ne prend pas en compte les revendications ; à croire qu'il faut être violent pour être visible ; contradictoire tout de même !

Mais visibles ne signifie pas être entendus ! Se centrer sur la violence est encore une forme de violence dans l'annulation assurée qui s'en suit, celle de la parole des citoyens. Façon d'empêcher de penser les enjeux politiques ! D'un point de vue politique, la violence est ce qui réduit la sphère d'action et de pouvoir des hommes.

Vu que la presse elle-même ne s'intéresse que de loin aux GJ et plus aux vitrines des Champs-Élysées, heureusement qu'il existe les réseaux sociaux ! Dans ce cas, ils sont précieux car tout est filmé et finit, en diffusant sans cesse les images, par informer le public de la situation réelle.

Outre les avocats, les syndicats commencent aussi à s'en mêler et demander des comptes au gouvernement ! Belle initiative mais du temps et de l'énergie perdus car la politique ne change pas !

Message

On a bien compris que la personne humaine compte moins que les objets ou les biens matériels, moins que l'ordre à tout prix, au mépris d'un réel État de droit, ordre bien fragile d'ailleurs qui se sent menacé dès que l'on revendique une certaine justice sociale.

On a bien compris aussi que la parole des citoyens ne compte plus. On se demande bien pourquoi Macron a organisé du reste ce Grand Débat National qui a coûté 12 millions d'euro ? Peut-être pour nous rappeler également, prestige personnel à fabriquer et démocratie à parodier, qu'il n'a que faire des dépenses inutiles que doivent supporter les contribuables ?!...

Alors même que 566 sans-abris sont morts en France en 2018, dont 13 mineurs.

Alors que l'Observatoire national du suicide, par ses travaux, a pointé des corrélations certaines entre la situation du surendettement et le suicide. Alors que, ce printemps et au printemps dernier, l'on a expulsé de plus en plus d'individus de leur logement faute de pouvoir payer leur loyer.

Il s'agit bien d'une violence extrême mais elle est passée sous silence !

Car on attend toujours les lois à venir que vante le Ministre Denormandie contre « les marchants de sommeil »

qui louent des gourbis insalubres hors de prix, grâce auxquels ils perçoivent directement les allocations logements attribuées aux habitants à la situation très précaire.

Tout comme on attend l'annulation des indemnités exorbitantes (en centaines de milliers d'euros) versées à ces propriétaires mafieux lorsque les immeubles sont détruits. Ce qui encourage leur velléité de ne faire aucun travaux de restauration ni aucune réparation.

Vu la rapidité avec laquelle les lois qui servent le plus ce gouvernement sont votées, on se demande bien ce qu'il attend quand il s'agit de résoudre de vrais problèmes de fond sociétaux.

Pour l'instant, hormis le fait de l'annoncer, Macron n'a pas tenu ses engagements du tout vis à vis de ce tragique problème du logement.

In fine

En revanche tout est organisé pour museler les citoyens contestataires qui dénoncent une injustice sociale qui s'accentue ; jusqu'à l'extrême violence à son encontre dans la rue, le lieu public par excellence ! Un bien triste message !

La population se paupérise. Alors elle crie, s'agit, fait du bruit, cause du remue-ménage pour que, enfin, on s'intéresse à elle !

Espérons que l'imprévisibilité d'une société liée à la capacité humaine d'action ne soit pas encore complètement résorbée. Si cela devait arriver, cela s'appelle une tyrannie ! ■



Évolution du nombre annuel de tirs de lanceurs de balles de défense au sein de la police nationale et de la gendarmerie nationale

	2014	2015	2016	2017	2018
Gendarmerie mobile	7	18	15	48	983
Police nationale (toutes unités confondues)	3 814	4 915	6 604	6 543	19 071

Source : commission des lois du Sénat sur la base des informations transmises par le ministère de l'intérieur.



OPP - Observatoire toulousain des Pratiques Policières

Communiqué de presse suite à la manifestation du 13 avril 2019

L'acte 22 des gilets jaunes a permis de constater de nouvelles atteintes graves à la liberté de manifester et à l'intégrité physique des manifestant-e-s par des pratiques policières condamnables.

Alors que la manifestation s'élancait sur les allées Jean Jaurès, une nasse a été mise en place des quatre côtés empêchant les manifestant-e-s de pouvoir en sortir.

Cette nasse était de toute évidence prévue et organisée en amont du départ de la manifestation.

Les gaz lacrymogènes, qui ont été lancés de manière massive, ont créé une ambiance guerrière. De nombreuses personnes se sont trouvées en situation de détresse respiratoire sans aucune possibilité de sortir des allées Jean Jaurès.

La préfecture a donc fait le choix de la force et de la répression avant le déclenchement d'un quelconque affrontement ou de la commission d'une dégradation de la part des manifestant-e-s.

En outre, et pour la première fois, depuis longtemps sans doute, syndicats et associations n'ont pu avancer sur le parcours déposé en préfecture. Une manifestation que la Préfecture s'est faite un plaisir d'interdire de fait.

Au cours de la suite de la journée, l'OPP a constaté un usage disproportionné de la force et un usage illégal de nombreuses armes, notamment les grenades de désencerclement.

Des policiers de la BAC ont notamment attaqué la manifestation sur le boulevard Carnot en lançant des grenades de désencerclement pour que la foule s'écarte et qu'ils puissent venir s'emparer de la banderole. L'OPP a ainsi pu constater que ces armes prétendument défensives ont encore été utilisées de manière offensive par les forces de l'ordre.

Les CRS en fin d'après midi ont interdit, à Jean Jaurès, à des voyageurs de sortir du métro et obligé ceux et celles qui étaient à proximité à s'engouffrer dans la bouche du métro. Matraques et gaz pour celles et ceux qui étaient dans les escaliers. Bousculades, chutes à terre pour ceux et celles qui refusaient de descendre. Une séquence surréaliste qui a mis beaucoup de personnes mal à l'aise devant une opération qui consistait tout de même à parquer des manifestant-e-s (ou non) dans une bouche de métro.

L'OPP a vu des policiers lancer des grenades désencerclantes en cloche en sorte qu'elles explosent à hauteur de tête ou au niveau du dos.

Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

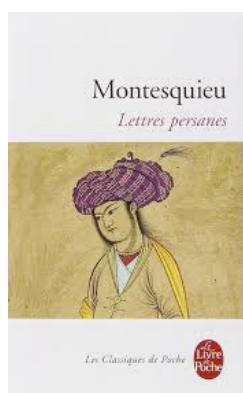
La presse : une objectivité difficile

Tous très attachés à la presse, nous nous posons la question de la véracité des informations transmises ainsi que celle de l'objectivité des journalistes. Est-elle possible ?

Rompre avec les idées reçues

Le journaliste possède son propre parcours ; son histoire, son éducation et sa formation ont façonné sa personnalité et donc son propre mode de décryptage de la réalité ainsi que son rapport à elle. Difficile de s'en détacher car s'ajoute à cela une intériorisation inconsciente des modèles véhiculés par le langage et plus précisément par la langue maternelle, reflet des habitudes et des mœurs d'une société, à une époque donnée, tout comme de sa morale et de sa mentalité.

Les Lettres Persanes de Montes-



quieu, philosophe des Lumières, nous rappellent que ce qui nous choque chez les autres nous paraît normal chez nous. Elles insistent sur la relativité et la diversité des cultures. Celle du journaliste comme la nôtre ne faisant pas exception, servant même de centre de tri pour ainsi dire car elle constitue les premiers points de repère sur autre que soi. Ainsi il est peu aisément de se déprendre de sa propre culture pour se mettre à part de soi, en particulier pour les grands reporters qui sillonnent le monde.

Montesquieu raconte : deux seigneurs traversent la Perse, la Turquie et l'Italie pour s'installer au Royaume de France durant huit ans, dès 1712 ; ils vont écrire 161 lettres. Leur absence de préjugés et leur esprit vif et ingénue leur valent de s'intéresser à la



pratique politique, à l'étrangeté des mœurs et aux traditions religieuses...

Ils en soulignent tous les ridicules. Leur esprit impertinent les conduit à en critiquer tous les travers, leur plume acerbe met en cause les fondements même de notre société au XVIII^e siècle.

Une belle leçon et une expérience riche ! Au bon journaliste de prendre tout d'abord conscience de ses propres croyances et se défaire des influences, des préjugés et d'un discours artificiel ou d'une pensée commune afin d'aiguiser son esprit critique ! Ne pas craindre non plus de déranger en pratiquant, en toute humilité, l'excellence du jugement plutôt que l'art de la convenance.

Pour cela il est bienvenu d'accepter des réalités ou des opinions contradictoires car les faits ne parlent pas d'eux-mêmes et la réalité n'est pas ce que l'on croit qu'elle est à partir de notre simple perception et de nos sensations. Accepter aussi la dissonance car une information uniforme et ressassée est toujours suspecte ; elle s'enferme rapidement dans la divulgation de ce qui devient une fausse vérité quand il ne s'agit pas carrément de

propagande.

En effet, la liberté de la presse ne signifie pas une parole libre non maîtrisée ni le mensonge, encore moins l'impunité.

C'est pourquoi, on parle de déontologie dans ce domaine qui concerne notamment les sources fiables même si elles peuvent rester confidentielles.

L'information est devenue un produit de consommation et un outil d'influence

Le problème des médias d'aujourd'hui, en particulier la radio et la télévision, mais aussi la presse papier ou numérique, est que tout va très vite, trop vite. Telle station, telle chaîne, tel journal ou tel site Internet espèrent avoir la primeur des « informations » pour le profit.

De sorte qu'il est beaucoup plus facile de construire une désinformation, quand il n'y a pas intention délibérée de mensonge, que de restituer de véritables informations.

Car la vérité tout comme le travail journalistique réclament du temps ! Or cette frénésie pour l'information en direct annule ce temps de prépa-

ration sérieuse et nécessaire ; se crée alors une espèce de distorsion de la réalité. On se souvient, le pire exemple, de la guerre du Golfe en 1991 où l'on passait en boucle et en direct, à la télé, des images de frappe par avions sans aucun réel commentaire et personne ne comprenait ce qui se jouait vraiment.

De sorte que bon nombre de soi-disant journalistes ou présentateurs des émissions en charge de l'information, TV et radio surtout mais pas seulement, prennent de moins en moins le temps de préparer leur dossier ou de s'informer d'un dossier. Les interviews sont le plus souvent insipides ; l'invité peut raconter ce qu'il souhaite sans jamais être contredit, voire il peut mentir sans vergogne.

Quand il n'œuvre pas pour une simple auto-promotion !

Pire encore, une presse de plus en plus partisane, celle des ultra-riches détenteurs de grands journaux, tente, en France, d'orienter les esprits en servant la classe dominante qu'elle gratifie en vantant son idéologie !

Tout comme choisir le plus souvent des invités connus et des sujets susceptibles de faire de l'audience ou un grand nombre de lecteurs, de façon récurrente, conduit à un espace intellectuel restreint, dans un rapport de démagogie ou un rapport d'influence. Or la presse n'est pas le lieu de tous

les déballages, spontanés ou calculés !

Elle pourrait également accueillir la parole vraie ou celle qui va nous surprendre ! Quand elle existe, on la relègue souvent à des heures indues ou on la réserve à une presse de moindre diffusion.

Par ailleurs l'invité tend de plus en plus à être présenté comme l'événement en soi et non un point d'ancrage en vue d'un réel échange soulevant une question intéressante, génératrice d'un débat.

Tout comme on transforme n'importe quel fait en événement.

Car ce qui compte le plus aujourd'hui, ce n'est pas d'éclairer les citoyens mais fournir du prêt à penser et du sensationnel pour endormir et divertir tout à la fois des individus passifs que l'on gave d'un inédit construit ou de spectaculaire. On vend l'information comme n'importe quel objet de consommation, substituable à l'infini.

On assiste d'ailleurs à une inflation de l'événement à propos de tout, voire on le crée de toute pièce. Pour demeurer en permanence dans l'univers de l'information, sont livrés des faits décrétés dignes d'intérêt en vue d'une meilleure rentabilité ; on tient l'auditoire en haleine. Mais le plus souvent, l'information est fugace, incomplète, peu approfondie. Au fond, rares sont les dossiers suivis.

On assiste bien sûr à la gloire d'une presse au rabais dont la presse people ou celle à scandale.

À ses côtés, existe heureusement une presse sérieuse mais elle craint de moins en moins de prendre un seul parti sans discussion ni auto-critique.

Conclusion

Seul le temps peut nous indiquer si tel fait ou telle affaire méritaient qu'on s'y attarde au point d'être érigés en événements ou élevés au rang du sensationnel.

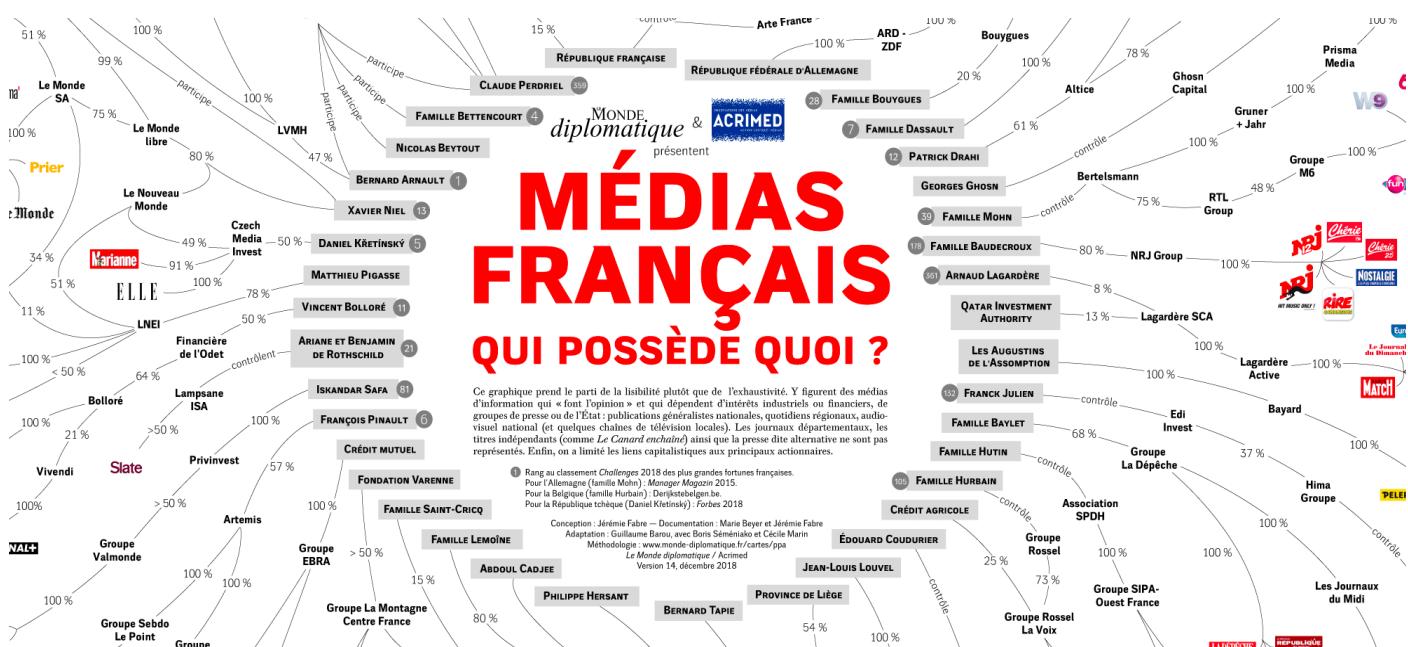
Selon les situations, seuls le temps nécessaire et un recul indispensable permettent de comprendre ce qui se passe au point de le traiter en information, de voir si cela bouscule vraiment l'actualité...

Essayons de retrouver ce temps, celui de l'investigation, du sérieux, voire de l'enquête au sens littéral, à savoir la recherche d'indices fondés, afin de bien comprendre ce qui se joue, ce qui se trame ou se dénoue.

Et pour les « consommateurs » de l'information, le temps de la réflexion

Car l'information demeure avant tout un acte citoyen !

A condition que les citoyens soient bien informés ! ■



Taire la voix des Révélations

C'en est fini de l'asile de Julian Assange ! Le fondateur de Wikileaks a été arrêté mercredi 11 avril dans l'ambassade d'Équateur à Londres où il avait trouvé refuge en 2012. Quito a permis à la police de procéder à son interpellation en l'invitant à pénétrer dans l'ambassade.



Le principe de WikiLeaks

Assange ne vivait pas terré dans une ambassade pendant 7 ans par hasard: il incarne WikiLeaks et WikiLeaks permet des révélations, à savoir des informations de la plus haute importance :

- 2010 - divulgation de documents sur la guerre en Afghanistan : des centaines de victimes civiles non déclarées et des attaques des Talibans de plus en plus fréquentes.
- 2010-2011 - l'affaire du « Cablegate » : 250 000 télégrammes des missions diplomatiques américaines rendus publics.
- 2016 - la circulation d'emails de Podesta : des milliers d'emails du chef de campagne de Clinton publiés.
- 2017 - Vault 7 : les outils présumés d'espionnage de la CIA dévoilés.

Contexte de l'arrestation de J. Assange

Cette arrestation, bien qu'inattendue, n'a rien de surprenant, le président actuel Lénin Moreno d'Équateur n'a jamais fait mystère de son opposition aux activités de WikiLeaks et donc de Julian Assange. Ce dernier s'est vu privé de tout moyen de communication et imposer l'instauration d'un règlement intérieur singulier. Il lui a été

reproché de mettre l'Équateur dans l'embarras par ses commentaires sur l'actualité internationale, quand il ne s'agissait pas d'accusations de piratage.

La récente affaire des INA papers, un récent scandale de corruption éclaboussant Lénin Moreno et révélé par WikiLeaks a sans aucun doute dérangé le Président équatorien.

Hasard du calendrier ? Le président actuel de WikiLeaks a affirmé mardi qu'Assange était la cible d'une vaste opération d'espionnage organisée par l'Équateur au sein même de l'ambassade.

« Julian Assange a vécu une sorte de remake du film The Truman Show ».

Que risque Assange maintenant qu'il n'est plus protégé ?

- Pour toutes ces révélations, les États Unis ont exprimé maintes fois vouloir mettre la main sur le lanceur d'alerte n°1 et l'envoyer derrière les barreaux. Certains ont même publiquement souhaité sa mort.

- Cette arrestation fait suite à la demande d'extradition émise par les États Unis. Pourtant Lénin Moreno a déclaré qu'il avait reçu l'assurance de Londres que Julian Assange ne serait pas extradé vers un pays où était ap-

pliqué la peine de mort comme c'est le cas des États Unis.

- Cependant une demande d'extradition vers les États Unis sera bien examinée le 2 mai prochain.

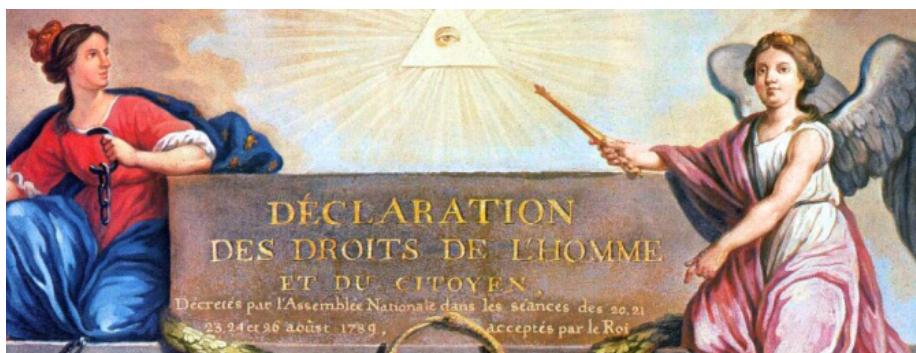
- Mais si Assange s'est réfugié dans une ambassade il y a 7 ans, ce n'était pas pour fuir la justice américaine mais suédoise car il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par Stockholm dans le cadre d'une affaire d'agression sexuelle.

Ce dossier est clos depuis 2017 par un non lieu mais la justice britannique n'a pas abandonné ses propres poursuites pour violation de sa liberté conditionnelle ; et c'est pour ce motif que J. Assange a été arrêté et, dans la foulée, jugé et reconnu coupable par le tribunal de Westminster.

- Au final, cette arrestation arrange tout le monde, Moreno se débarrasse d'un homme gênant, les britanniques gagnent des points auprès de Washington et les États Unis pourront châtier un ennemi de la nation. Quant à Assange lui-même, il aurait préféré une autre fin à sa cavale sédentaire.

Réactions en France

Julian Assange avait fait une demande d'asile en France en 2015 mais Fan-



çois Hollande avait rejeté sa demande par une décision prise en moins de 45 minutes !

Peut on parler de lâcheté générale des gouvernements, en particulier du gouvernement français ? Nous sommes censés être le pays des droits de l'homme, le pays qui se gargarise en permanence de l'asile qu'on accorde en général assez facilement.

La France aurait dû se distinguer, s'honorer en lui accordant l'asile.

Nous ne saurons sans doute jamais ce qui se cache derrière ce rétropélagage de l'Équateur, des tractations, des pressions des États Unis... C'est justement pour cela que nous avons besoin des lanceurs d'alertes afin d'être informé.

Dans tous les cas, nous apprenons que : l'Équateur obtient 10,2 milliards de dollars du FMI et de la Banque mondiale en février 2019. « 10,2 milliards de dollars de crédits, à 5% de taux d'intérêt seulement, de la part d'organismes internationaux, principalement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, avec lesquels le gouvernement précédent avait rompu, » a annoncé mercredi le président Lenin Moreno.

Quel regard porter sur la France si elle n'est pas capable d'accorder l'asile à des personnes engagées, en un sens militantes ? Les détracteurs diront que ce serait un risque pour notre pays de se mettre à dos ses alliés américains et britanniques. Pourtant en 2003 Chirac avait su dire non à la guerre d'Irak, ou plus loin dans le temps le Général De Gaulle. Nous en sommes

sortis plus grands et plus forts.

La France se couche devant les intérêts oligarchiques et plus particulièrement atlantistes. Se pose alors la question d'une vraie démocratie par son droit à la liberté d'expression comme celle du principe de transparence, possibles grâce aux lanceurs d'alertes mais gênant ou problématique, semble-t-il, pour certains États.

Cherche-t-on à faire un exemple ?

Il semblerait que nous ayons là une volonté évidente d'écraser toute résistance, toute dissidence, toute volonté d'éclairer un système très opaque et corrompu.

D'ailleurs ce que l'on sait moins, car les médias dominants se garderont bien d'en faire état, c'est qu'il y a eu beaucoup de morts dans l'affaire du fondateur de Wikileaks. En effet, des avocats de Mr Assange ont été retrouvés morts (par accident ou par assassinat).

Derrière la question du lanceur d'alertes, il y a aussi la question d'un homme, car au vu de l'état physique dans lequel il se trouve (il n'est âgé que de 47 ans et il en paraît 70), il présente visiblement un problème humanitaire. L'ONU, dans un groupe de travail en 2016, préconisait de lui rendre sa liberté de mouvement tant il est inconcevable de faire vivre une personne pendant des années dans une pièce exiguë alors qu'il n'était pas condamné.

Sans Wikileaks, nous n'aurions rien su des crimes de guerre envers des civils par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, ni des affaires de Lafarge et Daech ou d'une possible

connivence de la fondation Clinton au fait que les présidents français sont espionnés par la NSA.

Il est de notre devoir en démocratie de le faire savoir et de prendre les décisions qui s'en suivent pour éviter que cela se reproduise.

Des personnes comme Julian Assange ou Edward Snowden (qui a révélé des informations classées top secrètes sur le système de surveillance de la NSA), ont fait progresser la presse par une réelle transparence ainsi que la démocratie par un souci d'information sans concessions.

En fin de compte

Lorsque l'on va à l'encontre des principes moraux et des valeurs de la raison qui sont les nôtres au profit des intérêts que l'on affiche publiquement, la tâche des journalistes et des lanceurs d'alertes est de le faire savoir au plus grand nombre.

Nous sommes censés vivre à l'ère des grandes démocraties où les populations ont leur mot à dire et doivent être réellement informées. A croire que ce n'est plus le cas !

Extrader Assange, c'est rendre le statut de lanceur d'alertes extrêmement précaire et gravement menacé.

Comme l'a si bien dit Edward Snowden, « C'est une journée noire pour la liberté de la presse. » ■



**PAS DE LIBERTÉ
SANS LIBERTÉ DE LA PRESSE**

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

LE ZOOM

**Gilets jaunes : les hôpitaux ont-ils transmis les noms des blessés au ministère de l'intérieur?**

Lors de l'acte 18 de la mobilisation, les hôpitaux parisiens ont inscrit le nom des Gilets jaunes blessés dans le fichier SI-VIC, qui est transmis place Beauvau, selon *Le Canard enchaîné*. Une «dérive grave» selon le porte-parole des urgentistes.

**Victoire pour les lanceurs d'alerte, protégés par le Parlement européen**

Strasbourg s'est prononcé en faveur d'un statut protecteur pour les lanceurs d'alerte. Le Parlement n'a pas cédé aux demandes de l'Allemagne et de la France qui souhaitaient que ces vigies avertissent d'abord leur hiérarchie de leur découverte.

**L'ONU avertit la France, coupable de violations du droit au logement**

A l'issue d'une visite de dix jours en France, la rapporteuse spéciale de l'ONU, Leilani Farha, juriste canadienne, lors d'une conférence de presse sur le droit au logement constate que « de nombreuses personnes, en France, n'ont même pas accès aux services d'hébergement d'urgence les plus basiques. »

Elle a notamment cité l'échec du numéro d'urgence national 115, débordé par le nombre d'appels. « Les expulsions et évacuations menées à travers le pays, dans des contextes divers, sont en violation du droit humanitaire international. » Selon la dernière estimation de l'Insee, en 2014, 140 000 personnes auraient été sans domicile en France, dont près de 12 000 à la rue. Rien qu'à Paris, 3 622 personnes dormaient dans les rues, parkings ou parcs et jardins le 7 février dernier, selon un décompte organisé par la mairie – soit 600 personnes recensées en



Dame, la misère !

**Il y a de ces gens défaits,
Sans parure ni dorure... sans rien !
Des âmes perdues sans méfaits
Qui n'attendent plus d'un lendemain,**

**Ceux là-même, blotties dans le noir
Tremblant de froid contre des poubelles,
Attendant que se déverse le repas du soir,
Tandis-qu'il pleure famine...au fond des ruelles.**

**Il y a de ces gens primitifs,
Dont la gravité ne retourne pas le crétin,
Qui change de trottoir... et passe son chemin !**

Pourtant, Dame...

**Il y a de belles âmes, couchées sur les bas-côtés !
Après avoir perdu leur vie et tout espoir,
Et que trop de pieds sales écrasent sans voir.**

Marianne,



PAUSE CAFÉ

Pour nous écrire

Cette section est là votre ! Vous souhaitez partager un poème, un texte ou un chant, lancer un appel, une lettre d'amour ou exprimer à voix haute votre pensée ? N'attendez plus !

Contactez nous sur la page Facebook de la Gazette (@GazetteLeMoutonLibere), ou via l'adresse mail suivante : presse@aurismedia.fr !

Une envie de coloriage ?

N'hésitez pas à imprimer la gazette et à utiliser vos plus beaux crayons !

